

TITRE IX.

DU CULTE RELIGIEUX.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'ÉRECTION ET DE LA DIVISION DES PAROISSES,—DE
LA CONSTRUCTION ET DE LA RÉPARATION
DES ÉGLISES, PRESBYTÈRES, ET CIME-
TIÈRES,—ET DES FABRIQUES.

SECTION I.

DES COMMISSAIRES.

§ 1.—*De la nomination des commissaires.*

3360. Le lieutenant-gouverneur peut, en vertu d'une commission émise sous le grand sceau de la province, nommer, au nom de Sa Majesté, dans chacun des diocèses catholiques romains, canoniquement érigés et reconnus dans la province par l'autorité ecclésiastique, cinq personnes ayant qualité et y résidant, pour être commissaires pour les fins du présent chapitre, les destituer et en nommer d'autres.

Nomination
des commis-
saires par le
lieut.-gouv.

Les commissaires ainsi nommés dans chaque diocèse où trois d'entre eux, ou plus, peuvent, jusqu'à révocation de leur commission, exercer l'autorité, la juridiction et les pouvoirs qui leur sont conférés par ce chapitre. S. R. B. C., c. 18, s. 1.

Quorum.

3361. Lorsque, dans un diocèse, plus de deux commissaires sont intéressés à l'érection civile d'une paroisse, ou à la construction ou réparation d'un édifice, pour le service du culte divin, sur la représentation faite par l'un d'eux, le lieutenant-gouverneur peut nommer, par commission spéciale, un ou plusieurs commissaires non intéressés, conjointement avec ceux des commissaires qui ne sont point intéressés dans les objets ci-dessous. S. R. B. C., c. 18, s. 4.

Si les commis-
saires sont
intéressés.

§ 2.—*Des pouvoirs généraux des commissaires.*Nomination
d'un secré-
taire.

3362. Les commissaires nomment une personne convenable pour leur servir de secrétaire, et peuvent destituer ce dernier et en nommer un autre à sa place.

Ses devoirs.

Ce secrétaire tient registre des jugements, ordonnances et procédures des commissaires, dont il est le dépositaire. S. R. B. C., c. 18, s. 3.

Ses honorai-
res.

3363. Il n'est pas permis au secrétaire des commissaires d'exiger pour ses services et écritures au-delà des sommes ci-après établies, savoir :

Sur une demande pour érection civile d'une paroisse ou annexion civile à une paroisse, toutes pétitions en opposition à telles demandes, y compris la copie du jugement.	\$15 00
Pour chaque copie de notification d'assemblée	0 20
Pour chaque ordonnance.....	2 34
Pour chaque copie d'ordonnance.....	1 00
Pour l'original de chaque avertissement.....	1 00
Pour chaque copie.....	0 25
Pour la production de chaque exhibit.....	0 20
Pour la liste détaillée de chaque exhibit.....	0 25
Pour l'homologation d'un acte de cotisation.	4 00
Pour le certificat d'homologation.....	1 00
Pour copie d'un acte de cotisation, 6 centins par cent mots, et pour le certificat sur la copie.....	1 00

Dans le cas de contestation ou de transport sur les lieux, il est loisible aux commissaires de fixer une rémunération suffisante eu égard aux procédures supplémentaires requises sur cette contestation ou ce transport sur les lieux, ou tous les deux, s'il y a lieu. 29 V., c. 52, s. 5.

Pouvoirs des
huissiers de la
cour supé-
rieure.

3364. Les huissiers de la cour supérieure sont en même temps huissiers des commissaires, et nul affidavit spécial n'est nécessaire pour prouver les significations, affiches, annonces, publications ou dépôts, lorsque ces actes sont faits par huissier ; mais le certificat ou rapport fait en bonne forme par un huissier, sous son serment d'office, est considéré comme preuve des faits y mentionnés. S. R. B. C., c. 18, s. 6.

Leurs ex-
ploits.

3365. Les huissiers de la cour supérieure sont, pour toutes les fins de ce chapitre, officiers habiles à exploiter tant pour l'autorité ecclésiastique que pour l'autorité civile, pour la publication des annonces ou pour tout autre objet. S. R. B. C., c. 18, s. 7.

3366. Toutes les matières relatives à l'érection des paroisses, à leur division, ou à la construction et à la réparation des églises, des presbytères et des cimetières et dépendances appartenant au culte catholique romain, sont réglées et décidées par l'évêque romain ou l'administrateur du diocèse que ces matières regardent, et par les commissaires nommés pour le diocèse. S. R. B. C., c. 18, s. 5.

Juridiction des commissaires et de l'évêque.

3367. Durant leurs séances, les commissaires ont les mêmes pouvoirs et la même autorité pour y maintenir l'ordre, et prennent les mêmes moyens à cet effet que ceux qui sont maintenant délégués par la loi, dans les mêmes cas et pour les mêmes fins, à tous les tribunaux de cette province, et aux juges pendant leurs séances.

Maintien de l'ordre durant les séances des commissaires.

2. Durant ces séances, la majorité des commissaires présents à l'assemblée décide les questions qui se présentent devant eux, et, au cas de division égale, le président de l'assemblée a voix prépondérante. 29 V., 52, s. 4.

Voix prépondérante du président.

3368. Les commissaires peuvent, dans les cas où ils le jugent convenable, autoriser et nommer l'un d'eux ou une autre personne pour prendre et recevoir les dépositions des témoins à l'endroit où ces derniers résident,—et la personne ainsi nommée a, pour assermenter les témoins, les mêmes pouvoirs que les commissaires eux-mêmes. 29 V., c. 52, s. 4.

Nomination de l'un d'eux pour recevoir les dépositions des témoins.

2. Ils peuvent collectivement et individuellement assermenter les témoins produits devant eux, ainsi que les experts nommés dans le cours des procédures qui ont lieu devant eux. S. R. B. C., c. 18, s. 2.

Assermentation des témoins et experts.

3369. Toute copie des procédés devant les commissaires, certifiée par le secrétaire d'iceux, est considérée *prima facie* comme authentique devant tout tribunal en cette province. 29-30 V., c. 36, s. 2.

Authenticité des procédés des commissaires.

3370. Tout acte de cotisation, dressé par la majorité des syndics ou marguilliers de l'œuvre autorisé à cette fin par les commissaires, vaut comme s'il eût été dressé par tous et chacun d'eux. 29 V., c. 52, s. 4.

Validité des actes de cotisation des commissaires.

SECTION II.

DE L'ÉRECTION ET DE LA DIVISION DES PAROISSES.

§ 1.—*De l'érection canonique des paroisses.*

Mode de procéder pour obtenir un décret canonique.

3371. Dans chacun des cas suivants, savoir, lorsqu'il s'agit :

1. De l'érection canonique d'une nouvelle paroisse ;
2. Du démembrement ou de la subdivision de quelque paroisse ;
3. De l'union de deux ou d'un plus grand nombre de paroisses ;
4. Des changements et modifications des bornes et démarcations des paroisses déjà érigées ;

Ou quand, dans quelque paroisse ou mission, il est question de construire :

1. Une église paroissiale ;
2. Une chapelle paroissiale ;
3. Une succursale ;
4. Une sacristie et autres dépendances de l'église, chapelle ou succursale ;
5. Un presbytère et ses dépendances ;
6. D'établir un cimetière ou de changer ou réparer ces édifices ou ce cimetière,

Ce que font les autorités ecclésiastiques.

Sur la requête d'une majorité des habitants francs-tenanciers du territoire y désigné, intéressés dans l'affaire, soumise à l'évêque catholique du lieu, ou en cas d'absence de l'évêque ou de vacance du siège épiscopal, à l'administrateur du diocèse, les autorités ecclésiastiques et les personnes qu'elles délèguent et autorisent à cette fin, procèdent, suivant les lois ecclésiastiques et l'usage du diocèse, au décret définitif d'érection, de démembrement ou de subdivision de la paroisse ou de l'union de paroisses, ou statuent définitivement sur l'emplacement et la construction de l'église, de la chapelle paroissiale ou succursale, de la sacristie, du presbytère ou du cimetière et sur leurs dimensions principales ou sur leurs changements ou réparations S. R. B. C., c. 18, s. 8, et 29 V., c. 52, s. 1.

Avis aux intéressés.

3372. Avant de procéder sur cette requête, et dans chacun des cas ci-dessus mentionnés, l'autorité ecclésiastique doit donner un avis suffisant de dix jours aux intéressés, du jour et du lieu où l'évêque ou son délégué se transportera sur les lieux pour les fins de la requête.

Mode de le donner.

L'avis est lu publiquement et affiché pendant deux dimanches consécutifs, à l'issue du service divin du matin, à la porte de l'église ou de la chapelle de chaque paroisse ou mission des intéressés, et en outre, à la porte de l'église ou de la chapelle de la paroisse ou de la mission d'où ils sont desservis, et s'il n'y a ni église ni chapelle comme su s-

dit, dans le lieu le plus public de la résidence des intéressés.

Cependant les publications requises par le présent chapitre, peuvent être faites valablement dans celle des deux paroisses desservie par le même curé où l'office divin est célébré. S. R. B. C., c. 18, s. 9.

Proviso

§ 2.—*De l'érection civile des paroisses.*

3373. Tout décret d'érection canonique d'une nouvelle paroisse, de division, démembrement ou réunion de paroisses, ou relatif aux changements et modifications des bornes et démarcations des paroisses déjà érigées, rendu suivant les lois et usages canoniques, suivis dans les diocèses catholiques romains de la province, doit, pour avoir son effet, être lu et publié pendant deux dimanches consécutifs, au prône des églises ou chapelles des paroisses ou missions intéressées à l'érection, la division, le démembrement, la réunion, les changements et modifications de bornes et démarcations—ou, à défaut de ces églises de paroisse ou chapelles, au prône de l'église ou de la chapelle de la paroisse où les habitants sont desservis,—avec, en outre, un avis notifiant les intéressés que, sous trente jours, ou un jour plus tard, si le trentième jour est un dimanche ou un jour de fête d'obligation, de la dernière lecture et publication du décret canonique, dix, ou la majorité des habitants francs-tenanciers, mentionnés en la requête présentée à l'autorité ecclésiastique et sur laquelle a été rendu le décret, s'adresseront aux commissaires pour la reconnaissance civile d'icelui, et que ceux qui ont quelque opposition à faire à cette reconnaissance aient à la faire avant l'expiration des trente jours, entre les mains du secrétaire des commissaires. S. R. B. C., c. 18, s. 10, § 1, et 31 V., c. 28, s. 1.

Lecture des décrets au prône avec avis de demande d'érection civile.

3374. Si, dans le délai de trente jours, il n'est pas fait d'opposition à la reconnaissance civile du décret canonique, ou si cette opposition est rejetée par les commissaires, le secrétaire transmet au lieutenant-gouverneur le décret canonique et un certificat sous sa signature constatant qu'il n'a été déposé aucune opposition à son bureau, dans le temps prescrit, ou que, ayant été déposée, elle a été rejetée. S. R. B. C., c. 18, s. 10, § 2, et 29 V., c. 52, s. 8.

Si aucune opposition n'est faite.

3375. Sur réception des décret et certificat, sans qu'il soit besoin d'aucun procès-verbal ou rapport des commissaires, le lieutenant-gouverneur peut lancer, sous le grand sceau de la province, une proclamation telle qu'il est prescrit par l'article 3381,—laquelle proclamation a et produit tous les effets d'une proclamation émise en vertu d'un procès-verbal ou rapport des commissaires. 29 V., c. 52, s. 9.

Proclamation du lieutenant-gouv.

Procédés des commissaires dans le cas d'opposition.

3376. Si une opposition est déposée ainsi que mentionné plus haut, et que les commissaires jugent à propos de la prendre en considération, ils peuvent procéder à constater l'étendue, les limites et les bornes et démarcations de la paroisse, de la division, du démembrement ou de la réunion de paroisses, et généralement s'enquérir de tout ce qui a été fait et ordonné à ce sujet par les autorités ecclésiastiques seules, ou des changements et modifications faits par ces autorités aux bornes et démarcations des paroisses ou divisions de paroisses déjà établies suivant la loi ; dont et du tout les commissaires font un rapport au lieutenant-gouverneur.

Rapport des commissaires.

Contenu du rapport.

Dans ce rapport ils désignent les bornes et démarcations de ces paroisses ou divisions de paroisses, ou les changements et modifications à faire aux paroisses déjà établies, déclarant de plus les bornes et démarcations qu'ils croient le plus convenable d'assigner pour la commodité des habitants.

Procédés à suivre pour modifier le décret canonique.

2. Dans le cas où ils jugent nécessaire de faire quelques changements ou modifications à ce qui a été réglé et ordonné par le décret canonique, les commissaires doivent consulter les autorités ecclésiastiques ci-dessus mentionnées, ou la personne nommée par elles pour cette fin, et doivent obtenir leur opinion à ce sujet, laquelle opinion les commissaires mentionnent aussi dans leur rapport, ainsi que toutes remontrances et représentations qu'un nombre quelconque d'habitants a cru nécessaire de leur faire à l'appui de leurs demandes et réclamations. S. R. B. C., c. 18, s. 11.

Transport des commissaires sur les lieux dans certains cas.

3377. A la demande des intéressés, ou lorsqu'il se rencontre quelques difficultés, objections ou oppositions, ou lorsqu'ils le jugent à propos, pour éviter le déplacement et le voyage d'un trop grand nombre d'intéressés, ou pour mieux juger par eux-mêmes de la validité des prétentions respectives des parties, les commissaires peuvent, après avis donné aux parties suivant l'article 3373, se transporter sur les lieux, ou déléguer l'un d'eux pour faire, au sujet de ce que dessus, une descente sur les lieux et leur en faire rapport. S. R. B. C., c. 18, s. 12.

Examen des papiers, etc., relatifs aux limites.

3378. Dans tous les cas, les commissaires peuvent envoyer quérir et examiner, et, s'il est nécessaire, en prendre copie, tous papiers, plans et documents relatifs à toutes limites, bornes, démarcations ou divisions ou subdivisions de paroisses, en la possession de tous officiers ou de toutes personnes quelconques, civiles ou ecclésiastiques. S. R. B. C., c. 18, s. 13.

3379. Si une personne qui a ces documents en sa possession refuse ou néglige de les exhiber aux commissaires, elle est sujette à une amende de quarante piastres, recouvrable par action civile devant tout tribunal de juridiction compétente. S. R. B. C., c. 18, s. 13.

Amende pour refus de les exhiber.

3380. Rien de contenu dans le présent chapitre, se rapportant aux démembrements, divisions ou subdivisions de paroisses déjà établies suivant la loi, ou à la réunion de deux ou d'un plus grand nombre de paroisses, ou au changement ou à la modification des limites, bornes et démarcations de ces paroisses, ne doit s'étendre à des paroisses qui ont contracté des dettes pour l'érection d'églises ou presbytères jusqu'à ce que ces dettes soient payées et acquittées. S. R. B. C., c. 18, s. 14.

Exception quant aux paroisses dont les dettes n'ont pas été acquittées.

3381. Sur la présentation du procès-verbal des commissaires, contenant leur rapport comme ci-haut, le lieutenant-gouverneur peut émettre une proclamation, sous le grand sceau de la province, pour l'érection de la paroisse pour les fins civiles, et pour la confirmation ou l'établissement et la reconnaissance des limites et bornes d'icelle ; laquelle proclamation vaut comme érection et confirmation légale, pour toutes les fins civiles de la paroisse, ou des paroisses ou subdivisions de paroisses qui y sont désignées, même de celles qui seraient des démembrements, unions ou subdivisions de paroisses érigées et reconnues par l'arrêt de sa Majesté très-chrétienne en date du trois de mars, mil sept cent vingt-deux, ou par des lettres patentes ou proclamations subséquentes. S. R. B. C., c. 18, s. 15.

Confirmation d'érection de paroisses par proclamation lors du rapport des commissaires.

3382. Toute paroisse à la desserte de laquelle un curé a été proposé durant dix ans avant le 18 mai 1861, date de la passation de l'acte 24 V., c. 28, et dans laquelle, comme paroisse, des registres ont été tenus durant la même période pour l'enregistrement des mariages, baptêmes et sépultures, continue d'être et est déclarée avoir été une paroisse, dans ses limites reconnues, nonobstant l'absence de preuve d'érection canonique ou civile de cette paroisse. 24 V., c. 28, s. 5.

Paroisses reconnues malgré l'absence de preuve d'érection canonique.

§ 3.—*De l'érection des paroisses dans le but de faciliter la confection des cadastres.*

3383. Un diagramme et une description technique—dressés par un arpenteur provincial assermenté—des limites, bornes et démarcations de la paroisse pour laquelle on demande l'érection, doivent être contenues dans le rapport des commissaires, requis par l'article 3376 et auquel se réfère l'article 3381, ou accompagner tel rapport.

Description de la paroisse.

Approbation
du com. des
terres de la C.

Cette description a besoin d'être approuvée par le commissaire des terres de la couronne, avant l'émission d'une proclamation en vertu du dit article. 35 V., c. 15, s. 1.

Sur quoi elle
est basée dans
certains cas.

3384. Si la paroisse, dont l'érection est demandée, est située dans une localité pour laquelle des plans officiels et des livres de renvoi ont été déposés, ces diagrammes et cette description technique sont basés sur le plan officiel et doivent s'y référer pour le numérotage, les lettres et la délimitation. 35 V., c. 15, s. 2.

Pouvoir du
commissaire
de faire défini-
r par décret
canonique
dans certains
cas.

3385. Lorsque, pour la confection du plan cadastral de quelque localité, le commissaire des terres de la couronne croit nécessaire de se procurer une description suffisante des limites de quelque une des paroisses mentionnées en l'article 3382, il peut en conférer et s'entendre avec les autorités ecclésiastiques compétentes, de manière à ce que les limites de la paroisse soient convenablement définies par un décret canonique. 35 V., c. 15, s. 3.

Proclamation
du lieutenant
gouverneur
pour l'émission
du décret.

3386. Chaque fois que le décret canonique a été émis, le lieutenant-gouverneur peut, sur la recommandation du commissaire des terres de la couronne, émettre une proclamation définissant les limites de la paroisse, en conformité du décret, et cette proclamation est censée ériger légalement et confirmer pour toutes fins civiles, la paroisse dans ces limites. 35 V., c. 15, s. 3.

§ 4.—*Dispositions spéciales relatives à l'érection des paroisses nationales, dans la province.*

Paroisses
pour les mi-
norités catho-
liques romai-
nes.

3387. Chaque fois que, dans une paroisse, ou dans deux ou plusieurs paroisses catholiques romaines voisines, il y a une minorité catholique parlant une langue différente de celle de la majorité, cette minorité ou une partie de cette minorité peut être érigée en une paroisse distincte pour toutes les fins temporelles du culte, et constituer une corporation sous le nom de "Congrégation des catholiques de.....parlant la langue.....". 42-43 V., c. 41, s. 1.

Nom de la
paroisse.

Mode d'érec-
tion de ces
paroisses.

3388. L'érection de cette minorité ou partie de cette minorité en paroisse séparée se fait en la manière réglée par le présent chapitre, sauf que les francs-tenanciers sont remplacés par les chefs de famille appartenant à la nationalité de cette minorité. 42-43 V., c. 41, s. 2.

Décision par
l'Ordinaire
dans certains
cas.

3389. Le chef de la famille détermine la nationalité à laquelle appartient une famille et toutes les fois que dans deux paroisses de nationalité différente, sur un même ter-

ritoire, il y a contestation afin de savoir à laquelle des deux paroisses une ou plusieurs familles doivent contribuer pour toutes les fins du culte, l'Ordinaire catholique romain, du diocèse dans lequel ces paroisses existent, détermine la paroisse à laquelle ces familles doivent contribuer pour les fins temporelles du culte. 42-43 V., c. 41, s. 3, et 50 V., c. 24, s. 5.

3390. L'évêque catholique romain, dans le diocèse duquel ces congrégations existent, peut y annexer les paroissiens d'une paroisse voisine, parlant la même langue, qui demandent à être ainsi annexés. 42-43 V., c. 41, s. 4.

Annexion des paroissiens d'une paroisse voisine.

§ 5. *Dispositions relatives à l'érection des paroisses dans l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal.*

3391. Chaque paroisse érigée ou qui le sera à l'avenir pour les fins religieuses par l'autorité ecclésiastique, dans les limites des paroisses de l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal déjà démembrées et reconnues civilement, est et sera une paroisse catholique à dater de l'insertion, dans la gazette officielle de Québec, d'un avis de l'émission du décret canonique qui l'a érigée ou l'érigera, et cela, aussi amplement que si telle paroisse eût été reconnue et ratifiée pour les fins civiles en vertu du présent chapitre. 50 V., c. 24, s. 1.

Paroisses dans l'ancien territoire N.-D. de Montréal.

3392. De même, toutes les fois qu'il s'agira de démembrer et de subdiviser quelque paroisse, ou d'unir deux ou un plus grand nombre de paroisses ou parties de paroisse, ou de changer et modifier les limites, bornes et démarcations de paroisses déjà établies et érigées suivant la loi, pour les fins religieuses dans les limites des paroisses du territoire ci-dessus mentionné, déjà démembrées et reconnues civilement, ces démembrements, subdivisions, unions de paroisses ou de parties de paroisse, changements et modifications, auront leur effet civil à dater de leur insertion dans la gazette officielle de Québec, d'un avis de l'émission du décret canonique qui les ordonne, et cela aussi parfaitement que si le tout eût été fait conformément aux dispositions du présent chapitre, sauf les dispositions du décret canonique qui les concerne. 50 V., c. 24, s. 2.

Démembrement et subdivision de ces paroisses.

3393. Les assemblées pour l'élection des marguilliers, pour la reddition des comptes, et pour toute affaire exigeant la convocation d'une assemblée générale des paroissiens et fabriciens dans les paroisses démembrées ou formées, ou qui pourront l'être, en tout ou en partie, du territoire de l'ancienne paroisse de Notre-Dame de Montréal, sont et seront composées des anciens et nouveaux marguilliers et des personnes élues en conformité de l'ordonnance de l'Ordinaire, pour former le corps de la fabrique.

Assemblées pour l'élection des marguilliers.

Proviso.

Toutefois, dans aucun cas, les marguilliers ainsi élus, ou les fabriques ainsi constituées, ne peuvent obliger ou lier les paroissiens au paiement des dettes contractées par ces marguilliers ou ces fabriques, sans le consentement préalable des paroissiens, donné dans une assemblée générale de la paroisse dûment convoquée, après huit jours d'avis.

Avis de ces assemblées.

2. Les assemblées doivent être convoquées par avis au prône, le dimanche précédant celui de la tenue de l'assemblée et se trouvant à l'heure et au lieu indiqués par l'avis 50 V., c. 24, s. 3.

Interprétation du mot : "paroisse"

3394. Sous le nom de paroisse, pour les fins du présent paragraphe, sont comprises les paroisses nationales érigées en vertu du paragraphe précédent ou à ériger dans les limites de l'ancienne paroisse de Notre-Dame de Montréal. 50 V., c. 24, s. 4.

Limites de la cité de Montréal, sauvegardées.

3395. Rien de ce qui est contenu dans le présent paragraphe ne doit avoir l'effet de modifier en aucune manière les limites de la cité de Montréal et des différentes autres municipalités, dans lesquelles ces paroisses se trouvent situées. 50 V., c. 24, s. 6.

SECTION III.

DE LA CONSTRUCTION ET DE LA RÉPARATION DES ÉGLISES, PRESBYTÈRES ET CIMETIÈRES.

§ 1.—De l'élection de syndics à cet effet.

Assemblée pour la nomination de syndics pour la construction des églises.

3396. Lorsqu'il a été rendu, par l'autorité ecclésiastique, un mandement ou décret pour le placement, la construction, le changement ou déplacement, ou la réparation d'une église ou chapelle paroissiale ou succursale, d'une sacristie, d'un presbytère ou cimetière, ainsi qu'il est dit ci-dessus, la majorité des habitants francs-tenanciers, intéressés dans cette construction ou réparation, peut s'adresser, par requête, aux commissaires, pour demander la convocation d'une assemblée des habitants de la paroisse ou de la mission, à l'effet de procéder à l'élection de trois syndics ou plus, pour mettre le décret à exécution.

Permission de la tenir.

Les commissaires peuvent permettre, par ordonnance, la réunion de cette assemblée et l'élection demandée. S. R. B. C., c. 18, s. 16.

Avis de cette assemblée.

3397. En vertu de cette ordonnance des commissaires, le curé, ou le prêtre desservant ou faisant les fonctions curiales dans la paroisse ou la mission, convoque, au son de la cloche, et après annonce au prône pendant deux dimanches consécutifs, une assemblée générale des habitants francs-tenanciers de la paroisse ou de la mission, à laquelle assemblée il préside, et dans laquelle il est procédé à l'é-

lection des syndics à la majorité des voix, dont et du tout il est dressé un acte en bonne forme. S. R. B. C., c. 18, s. 17.

§ 2.—*Des qualités, devoirs et pouvoirs des syndics.*

3398. Les syndics, ainsi élus, doivent être des habitants francs-tenanciers résidant dans la paroisse ou mission pour laquelle ils sont élus, et sont tenus d'accepter la charge et d'en remplir les devoirs, à moins qu'ils n'en soient exemptés par les commissaires, pour raisons ou excuses suffisantes en loi pour exempter de la charge de tuteur ;—lesquelles excuses doivent néanmoins être proposées dans les huit jours à compter du jour de l'élection ;—mais le nombre de cinq enfants ou plus ne peut être proposé par aucun syndic comme une excuse suffisante pour exempter de cette charge.

Qualités requises des syndics.

2. Il est toujours loisible à un syndic de résigner sa charge, pourvu que ce soit avec le consentement de l'évêque ; et dans ce cas, le résignataire est remplacé, en observant les formalités portées aux articles 3396 et 3397. S. R. B. C., c. 18, s. 18. 38 V., c. 28, s. 2.

Résignation des syndics.

3399. Lorsque l'autorité ecclésiastique a rendu un mandement ou décret :

Révocation du décret canonique.

Pour le placement, la construction, le changement, le déplacement ou la réparation d'une église ou chapelle paroissiale ou succursale, d'un presbytère ou cimetière, en tout temps après que la majorité des habitants francs-tenanciers, intéressés dans telle construction ou réparation, s'est adressée, par requête, aux commissaires pour demander la convocation d'une assemblée des habitants de la paroisse ou de la mission, à l'effet de procéder à l'élection de trois syndics ou plus, aux fins d'exécuter le décret, ou

Lorsque les commissaires ont, par une ordonnance, permis cette assemblée et l'élection demandée, ou

Lorsque l'élection a eu lieu suivant la loi, ou qu'elle a été approuvée par les commissaires, ou

Lorsque les syndics ont dressé un acte de cotisation et l'ont fait approuver par les commissaires,—

Il est loisible à la dite autorité ecclésiastique, sur demande de la majorité des habitants francs-tenanciers, de révoquer le décret ; et dans ce cas les syndics, nommés pour le mettre à exécution, doivent discontinuer leur procédés en vertu d'icelui, mais les frais encourus pour leur nomination et ceux que ces syndics ont faits légalement, sont prélevés sur les propriétaires de terres possédées par des personnes professant la religion catholique romaine, en proportion de la valeur de ces terres, constatée dans le rôle d'évaluation fait pour les fins municipales, et sont perçus par les syndics résignataires. 38 V., c. 28, s. 1.

Discontinuation des procédés.

Frais.

Confirmation
de l'élection
par les com-
missaires.

3400. Avant d'entrer dans l'exécution des devoirs de leur charge, les syndics ou la majorité des syndics, ainsi élus, doivent présenter une requête aux commissaires pour demander la confirmation de leur élection, et conclure à ce qu'il leur soit permis de cotiser les propriétaires de terres et autres immeubles situés dans la paroisse ou la mission pour laquelle ils ont été élus, et de prélever le montant de la somme pour laquelle chaque personne sera cotisée et répartie, pour sa part de contribution, tant pour effectuer les constructions et réparations dont il sera question que pour subvenir aux frais qu'elles occasionneront et qui seront jugés nécessaires par les commissaires.

Pouvoirs des
syndics, dé-
terminés par
les commis-
saires.

Après avoir fait publier l'acte d'élection dans la paroisse ou la mission, et donné publiquement aux habitants intéressés, avis du jour où il prendront l'acte d'élection et la requête des syndics en considération, afin que les opposants, s'il s'en trouve, soient entendus, les commissaires peuvent entendre, examiner et juger les allégations et conclusions de la requête, et accorder ou rejeter les conclusions en tout ou en partie. S. R. B. C., c. 18, s. 19.

Mode d'accor-
der la permis-
sion de cons-
truire une
salle publique

3401. Si, dans le même temps ou dans tout autre temps, la majorité des paroissiens présente une requête, demandant la permission de construire une salle publique ou tout autre édifice, en se conformant au présent chapitre, les commissaires peuvent, pourvu que ces édifices soient érigés sur le terrain de la fabrique, et non ailleurs, accorder la demande des requérants. S. R. B. C., c. 18, s. 20, § 4.

Syndics for-
ment une cor-
poration.

3402. Les syndics élus en vertu du présent chapitre, pour une localité, sont connus et désignés sous le nom de " Les syndics de la paroisse ou de la mission de " (ajouter le nom de la localité), et constituent sous ce nom, une corporation et un corps politique ; une majorité d'entre eux forme un quorum pour la transaction des affaires.

Quorum.

Election du
président.

2. A leur première assemblée, ils élisent un président, qui est nommé " Le président des syndics de la paroisse ou de la mission de " .

Significations

Toute signification à faire aux syndics est faite au président.

Authenticité
des procédés
des syndics.

Tous procédés des syndics, certifiés par le président, sont considérés comme authentiques, et ce président, outre sa voix comme syndic, a aussi voix prépondérante en cas d'égale division des voix. S. R. B. C., c. 18, s. 21. et 2.

Destitution
des syndics
dans certains
cas.

3403. Quand, après leur élection, les syndics ont négligé pendant plus d'une année :

1. De faire confirmer leur élection ;

2. On leur élection ayant été confirmé, de préparer une répartition ;

3. Ou, la répartition étant faite, de la faire homologuer, —

Qui peut le demander.

Dans chacun de ces cas, une majorité des habitants de la localité intéressée, ayant droit de voter à l'élection des syndics, peut, par requête libellée, demander aux commissaires, pour le diocèse dans lequel la localité est située, la destitution des syndics. S. R. B. C., c. 18, s. 21, § 3.

3404. Si, lors de la présentation de la requête, et après avoir entendu les intéressés présents, les commissaires trouvent les allégations de la requête suffisamment prouvées, ils peuvent destituer les syndics, et ordonner qu'une nouvelle élection se fasse pour les remplacer et en fixer le jour ;—cette élection se fait en la manière déjà déterminée pour l'élection des syndics.

Ce qui a lieu lors de la présentation de la requête.

La requête est produite au bureau des commissaires au moins quinze jours avant celui fixé pour sa présentation.

Production de la requête.

Une copie de cette requête, certifiée par le secrétaire des commissaires, avec avis du lieu, du jour et de l'heure de sa présentation par le même officier, est signifiée aux syndics au moins quinze jours avant sa présentation. S. R. B. C., c. 18, s. 21, § 4.

Signification d'une copie de la requête.

3405. Les commissaires peuvent ordonner qu'une certaine somme d'argent soit déposée avant la production ou la présentation de la requête, entre les mains de leur secrétaire pour la sûreté des frais. S. R. B. C., c. 18, c. 21, § 5.

Sûreté des frais.

3406. Une destitution de syndics, faite en vertu des dispositions précédentes, n'affecte aucun droit ni aucune obligation résultant de leur élection ;—les nouveaux syndics continuent les procédés d'après les derniers errements. S. R. B. C., c. 18, s. 21, § 6.

Droits résultant de leur élection non affectés par la destitution des syndics.

3407. Dans le cas de mort, maladie grave, fureur ou démence, transfert de domicile hors de la paroisse ou mission, insolvabilité, excuse légale ou incapacité de quelqu'un des syndics, il est du devoir de ceux qui restent en office, ou de l'un d'entre eux, de requérir le curé ou le missionnaire desservant la paroisse ou la mission, de convoquer une assemblée des habitants de la paroisse ou de la mission à l'effet de procéder à l'élection d'un ou de plusieurs syndics, à la place de celui ou de ceux dont le siège est devenu vacant.

Election de nouveaux syndics en certains cas.

2. Sur la réquisition des syndics qui restent en office, ou de l'un d'entre eux, il est du devoir du curé ou du missionnaire desservant la paroisse ou la mission, de convo-

Convocation de l'assemblée pour cette fin.

quer l'assemblée et de procéder à l'élection demandée ; laquelle assemblée est convoquée, présidée et tenue, et l'élection faite, en la manière prescrite pour l'élection des premiers syndics qui restent en office.

Pouvoirs des commissaires à défaut d'élection.

3. Si les syndics, le curé ou le missionnaire refusent ou négligent de procéder à l'élection de ce ou ces syndics, sur la requête de la majorité des habitants francs-tenanciers, les habitants de la paroisse ou de la mission, peuvent s'adresser aux commissaires pour les faire nommer ; mais le ou les syndics ainsi nommés doivent avoir la qualité exigée par l'article 3398.

Si l'élection a lieu.

4. Si, à cette assemblée l'élection a lieu, le président doit proclamer élu celui qui a réuni la majorité des voix, et il en est dressé acte sur le registre de la fabrique, signé du président et du secrétaire, ou de deux témoins. 27 V., c. 10, s. 1.

Epoque de la cotisation et mode de la faire.

3408. Aussitôt que les commissaires ont rendu une ordonnance approuvant l'élection des syndics et les autorisant à faire une cotisation et à la prélever, ces derniers procèdent à dresser un acte de cotisation,—lequel doit comprendre un devis des travaux à faire, une estimation détaillée des dépenses prévues et imprévues qu'ils jugent nécessaires pour les constructions ou réparations en question ;—aussi un tableau exact des terres et autres immeubles situés dans la paroisse ou la mission (excepté ceux des fabriques, des églises, et les bâties occupées comme établissements d'éducation, ainsi que le terrain sur lequel elles sont érigées ou qui est attaché à ces établissements ou en forment partie, lesquels ne sont pas sujets à la contribution) contenant, le dit tableau :—l'étendue et la valeur de chaque immeuble, les noms des propriétaires réels ou putatifs, et la somme de deniers proportionnelle,—avec la quantité de matériaux s'il y a lieu,—à laquelle ils ont cotisé, imposé et taxé chaque propriété pour les dépenses nécessaires aux constructions et réparations ci-dessus. 27 V., c. 10, s. 2.

Dépôt de l'acte de cotisation.

2. Après avoir été fait et parfait par les syndics, ou la majorité d'entre eux, l'acte de cotisation demeure déposé, pendant quinze jours consécutifs, dans le presbytère de la paroisse, ou, s'il n'y a point de presbytère, chez quelque notaire ou notable du lieu, afin que les intéressés en puissent prendre connaissance, depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, pendant le temps fixé.

Homologation de l'acte de cotisation —avis à cet effet.

3. Les syndics font donner, par écrit, avis public, lu publiquement et tenu affiché à la porte de l'église ou chapelle de la paroisse, ou au lieu le plus public, à défaut d'église ou de chapelle paroissiale, et à la porte de l'église de la pa-

roisse d'où les habitants de la paroisse ou mission en question sont desservis, pendant trois dimanches consécutifs, à l'issue du service divin du matin.

L'avis doit énoncer le lieu du dépôt de l'acte de cotisation, ainsi que le jour, le lieu et l'heure où ils en poursuivront l'homologation devant les commissaires, de même que le tout a été réglé et ordonné dans l'ordonnance des commissaires. S. R. B. C., c. 18, s. 22, § 3.

Contenu de cet avis.

4. Au jour fixé pour prendre en considération l'acte de cotisation, les syndics, ou la majorité d'entre eux, présentent le dit acte devant les commissaires pour en demander l'homologation, et l'accompagnent de preuve écrite et suffisante du dépôt qui en a été fait, ainsi que d'un certificat suffisant de la publication de l'avis ci-dessus mentionné ; les commissaires entendent, jugent et décident entre les syndics et les intéressés, en rejetant, modifiant ou confirmant l'acte de cotisation en tout ou en partie, ainsi qu'ils le trouvent juste et raisonnable. S. R. B. C., c. 18, s. 22, § 4.

Procédure à suivre pour obtenir l'homologation.

5. Nul n'est admis à s'opposer à l'homologation ou à la confirmation, soit de l'acte d'élection des syndics, soit de l'acte de cotisation qu'ils ont fait, ni ne peut être compté parmi les signataires de la requête présentée aux commissaires avant d'élire des syndics, ni n'est habile à voter pour l'élection des syndics, à moins d'avoir atteint l'âge de vingt et un ans accomplis, et de posséder divisément, à titre de propriétaire, et depuis au moins six mois, une terre ou autre immeuble, situé dans la paroisse en question et d'y demeurer. S. R. B. C., c. 18, s. 22, § 5, et 27 V., c. 10, s. 3.

Qualités requises des signataires de la requête de ceux qui s'opposent à la confirmation.

6. Cependant rien de contenu dans le présent article n'empêche les cohéritiers majeurs de faire telle opposition, de voter à l'élection des syndics ou de signer quelque une des requêtes comme il est dit plus haut. S. R. B. C., c. 18, s. 22, § 6.

Cohéritiers.

3409. Chaque fois que les syndics élus pour surveiller la construction ou la réparation d'une église ou chapelle paroissiale ou succursale, d'un presbytère ou d'un cimetière, croient qu'il est nécessaire de faire des changements ou modifications dans les dimensions ou dans la nature des travaux à faire, ils peuvent présenter à l'évêque catholique romain du diocèse, ou en cas de l'absence de l'évêque, ou de vacance du siège épiscopal, à l'administrateur du diocèse, une requête demandant ces modifications au décret canonique autorisant les travaux qui sont jugés nécessaires, et dans le cas où le décret canonique est modifié, les syndics doivent demander aux commissaires l'autorisation de le mettre à effet, et si les changements autorisés ne peuvent se faire sans une cotisation sur les

Modifications aux décrets canoniques qui touchent les travaux à faire.

Requête à cet effet.

Si la cotisation est nécessaire.

paroissiens, il est procédé suivant les dispositions en vigueur à cet égard. 29-30 V., c. 36, s. 1.

Protestants
non assujétis
à cette loi.

3410. Rien de contenu dans ce chapitre n'a l'effet d'assujétir aucun des sujets de Sa Majesté d'une dénomination protestante quelconque, ou aucune personne, autre que les sujets de Sa Majesté professant la religion catholique romaine, à être cotisé, taxé ou imposé de quelque manière que ce soit pour les fins de ce chapitre, ni n'affecte, en aucune manière, l'érection, la division, le démembrement, l'union ou le changement des limites d'aucune paroisse déjà formée ou qui le sera en communion avec l'Eglise d'Angleterre. S. R. B. C., c. 18, s. 23.

Cotisations
exigibles
après l'homologation.

3411. Lorsque l'acte de cotisation a été homologué par les commissaires, les syndics peuvent exiger des contribuables le paiement des cotisations ou contributions, et en poursuivre le recouvrement. S. R. B. C., c. 18, s. 24.

Allocation
aux commis
des syndics,
limitée, ainsi
que leurs dépenses.

3412. Lorsque les syndics ne peuvent faire eux-mêmes la perception des deniers, et qu'ils jugent convenable d'employer un commis ou un agent à cette fin, il ne leur est pas loisible de payer, pour cet objet, une somme excédant deux pour cent sur le montant perçu par ce commis ou cet agent, et ils ne peuvent, dans leur compte, porter d'autres dépenses de perception, ni demander aucune indemnité pour leurs troubles, pas et démarches, que pour voyages indispensables pour comparaître devant les commissaires ou les tribunaux ; et pour les procédures devant les commissaires, il ne peut être accordé de frais de voyage que pour un seul syndic qui peut, par procuration, être chargé d'agir pour les autres syndics ou pour la majorité d'entre eux. 27 V., c. 10, s. 4.

Mode d'inten-
ter les pour-
suites pour
cotisations.

3413. Les poursuites en recouvrement de sommes d'argent qui peuvent être prélevées en vertu du présent chapitre, pour les fins y mentionnées, sont instituées, soit devant la cour de circuit, sans appel des jugements définitifs ou interlocutoires rendus dans ces poursuites, soit devant une cour de commissaires la plus voisine de la résidence ou du domicile de la personne poursuivie, soit devant un ou plusieurs juges de paix de la localité où la contribution est sujette à être prélevée, ou à défaut de tel ou tels juges de paix résidents, alors devant les juges de paix les plus rapprochés de cette localité ;—et toutes ces poursuites sont maintenues, sur la seule production de certificats dûment authentiqués des pièces et documents dont, sans la présente exemption, la production serait nécessaire pour maintenir ces poursuites. S. R. B. C., c. 18, s. 25.

3414. Aucune somme d'argent, prélevée en vertu d'un acte de cotisation autorisé par les commissaires, ne peut être exigée en moins de douze paiements égaux, et les commissaires, dans leur jugement d'homologation de cet acte de cotisation, doivent déterminer et fixer les termes ou l'époque des divers paiements, pourvu que ces termes ne s'étendent pas à moins de trois ni à plus de huit ans. 29 Vict., c. 52, s. 2.

Mode de paiement des cotisations.

3415. Si le montant de la cotisation prélevée ne suffit pas pour payer les dépenses nécessaires de construction ou de réparation, les syndics, ou la majorité d'entre eux, rendent, par devant les commissaires, un compte fidèle, par chapitres de recettes, dépenses et reprises, des ouvrages à faire et des dépenses probables à encourir, si les ouvrages ne sont pas finis, lequel compte un ou plusieurs d'entre eux doivent assermenter au meilleur de leur connaissance et croyance devant un juge de paix, qui peut administrer ce serment.

Si le montant prélevé est insuffisant.

2. Les syndics doivent présenter, en même temps, une requête aux commissaires, alléguant ce compte et le besoin d'argent pour terminer les ouvrages ou pour les payer, s'ils sont finis, et demandant permission de faire une cotisation supplémentaire ; le compte accompagné des pièces justificatives et la requête, sont préalablement déposés et rendus publics, au lieu, pendant le temps et en la manière prescrits par l'article 3408, à l'égard des actes de cotisation, et en suivant les mêmes formalités. S. R. B. C., c. 18, s. 27.

Cotisations supplémentaires.

3416. Au jour fixé pour prendre le compte et la requête en considération, les syndics ou la majorité d'entre eux, les présentent, avec les pièces justificatives, aux commissaires, pour demander l'homologation du compte et l'octroi des conclusions de la requête, et doivent les accompagner d'un certificat suffisant du dépôt et de la publication.

Homologation de cette cotisation.

Les commissaires entendent, jugent et décident entre les syndics et les intéressés, en rejetant, modifiant ou confirmant le compte, en tout ou en partie, ou en rejetant, modifiant ou accordant, en tout ou en partie, les conclusions de la requête, ainsi qu'ils le trouvent juste et raisonnable. S. R. B. C., c. 18, s. 28.

Devoirs des commissaires à cet effet.

3417. Aussitôt que les commissaires ont rendu une ordonnance, autorisant les syndics à faire une cotisation supplémentaire, il est procédé, par les syndics et par les commissaires, en la manière et suivant les formalités prescrites, pour la première cotisation, tant pour faire et dresser, déposer, publier et annoncer, rejeter, modifier ou confirmer, que pour prélever cette cotisation supplémentaire, et avec

Procédés subséquents des syndics.

les mêmes pouvoirs, autorité et juridiction. S. R. B. C., c. 18, s. 29.

Montant pour couvrir les déficits.

3418. Les syndics doivent ajouter au montant total des dépenses à couvrir par la première cotisation, ainsi que par la cotisation supplémentaire, s'il y en a une, quinze pour cent en outre pour couvrir les déficits, lesquels quinze pour cent sont répartis, prélevés et payés comme le montant total de toutes les dites dépenses. S. R. B. C., c. 18, s. 30.

Si une somme moindre que celle payable est jugée suffisante.

3419. Chaque fois qu'une somme moindre que celle qui est payable, en vertu d'une telle cotisation, pour la construction d'une église, ou pour quelque autre fin de ce chapitre, est jugée suffisante pour la construction de cette église ou pour autre fin, les syndics n'exigent aucun versement dû après le paiement de cette somme, à moins qu'une fraction du versement dû ne soit requise pour achever la construction de l'église, ou pour autre fin, auquel cas les syndics peuvent exiger la rentrée de la totalité du versement dont une fraction peut être ainsi requise; la balance du versement ainsi exigée, déduction faite de cette fraction ou partie, est payée ou employée tel que prescrit par le présent chapitre. S. R. B. C., c. 18, s. 31.

Cotisation constitue première hypothèque sur l'immeuble.

3420. Le montant de toute cotisation imposée sur un immeuble pour défrayer les dépenses de construction ou de réparation d'une église ou sacristie, d'un presbytère ou d'un cimetière, constitue la première obligation sur l'immeuble, et la première dette privilégiée qui engage et grève l'immeuble en question, sans qu'il y ait nécessité d'enregistrer l'acte de cotisation ou le jugement de confirmation en tout ou en partie, dans un bureau d'enregistrement. S. R. B. C., c. 18, s. 32.

Date de l'imposition.

3421. La cotisation ci-dessus mentionnée est considérée comme imposée pour les fins de l'article précédent, du jour du dépôt de l'acte de cotisation fait par les syndics, suivant l'article 3408. 29 V., c. 52, s. 3.

Reddition de comptes annuels des syndics.

3422. Les syndics rendent, une fois l'an, un compte exact et fidèle de l'emploi des deniers qui leur sont confiés, des matériaux entre leurs mains, des sommes qui leur sont dues, et tout ce qu'ils ont fait à l'égard de ces sommes et de ces matériaux.

Date de la reddition.

2. Ce compte est ainsi rendu, le premier dimanche du mois de décembre de chaque année, à une assemblée des habitants francs-tenanciers, tenue dans la sacristie de la paroisse ou de la mission, ou dans l'église s'il n'y a pas de

sacristie, ou sur la place publique, s'il n'y a pas d'église ni de sacristie, à l'issue de la grande messe de ce dimanche, après avis donné au prône de l'église ou de la chapelle de la paroisse ou de la mission, par le curé ou toute autre personne chargée de la desserte de cette paroisse ou mission, les deux dimanches précédents, ou à l'heure fixée dans l'avis, en un lieu public de telle paroisse ou mission, s'il n'y a pas d'église ni de chapelle.

3. Chaque fois que, pour cause d'accident inévitable ou pour tout autre motif, cette assemblée n'a pas lieu le dit premier dimanche du mois de décembre, elle peut être tenue le second ou le troisième dimanche du même mois. S. R. B. C., c. 18, s. 33.

Si l'assemblée n'a pas lieu le 1er dimanche.

3423. Si les syndics manquent ou négligent de rendre les comptes en la manière et à l'époque fixées ci-dessus, les francs-tenanciers de la paroisse ou de la mission, peuvent s'assembler dans la sacristie, dans l'église ou sur la place publique, comme ci-dessus dit pour la reddition de comptes,—après huit jours au moins d'avis du temps et du lieu de l'assemblée donné, sur réquisition à cet effet de trois francs-tenanciers, au prône par le curé ou par le prêtre chargé de la desserte de la paroisse ou de la mission, ou s'il n'y a ni église ni chapelle, alors dans un lieu public,—aux fins d'élire, entre eux, trois agents pour demander compte aux syndics, et les poursuivre en reddition de comptes devant tout tribunal de juridiction compétente, dans le cas où ils seraient autorisés à ce faire à une assemblée tenue tel que ci-après prescrit. S. R. B. C., c. 18, s. 34.

Procédés pour obliger les syndics à rendre compte.

3424. Les agents ainsi nommés, doivent exiger des syndics le compte qui n'a pas été rendu ; et si, après l'avoir ainsi demandé, il n'est pas rendu à leur satisfaction sous trente jours, les agents font un rapport en conséquence, à une assemblée des francs-tenanciers, qui est pareillement convoquée et tenue comme susdit par un avis sous leurs seings, lequel est publié et affiché à la porte de l'église, ou autre place publique de la paroisse ou mission, au moins huit jours avant cette assemblée.

Agents exigent des comptes et font rapport.

2. Si, sur le rapport des agents, la majorité des personnes présentes décide qu'ils doivent poursuivre les syndics pour leur faire rendre compte, les agents doivent, sous leurs noms d'office, et sans qu'il soit nécessaire de les nommer personnellement, poursuivre les syndics pour leur faire rendre compte ; et les frais de cette action sont avancés sur les fonds de la fabrique, de la paroisse ou de la mission.

Action pour faire rendre compte.

3. Si les agents sont déboutés de leur demande, avec ou sans dépens, les syndics paient les dépens à même les deniers entre leurs mains, et s'ils n'ont pas de deniers, ils

Mode de prélever les dépens si l'action est déboutée.

doivent prélever ces dépens par une cotisation sur la paroisse ou la mission, laquelle cotisation est faite, annoncée, déposée, présentée et homologuée comme les autres cotisations que les syndics sont déjà autorisés à faire, mais cette cotisation est recouvrable en un seul paiement.

Vacance parmi les agents n'occasionne pas la discontinuation de l'action.

4. Nulle telle action ne doit être discontinuée ou périmée par le décès de quelqu'un des agents ou sa sortie d'office; mais elle est continuée par l'autre ou par les autres agents, soit qu'un nouvel agent ait ou n'ait pas été nommé, ou une assemblée est convoquée, et un nouvel agent est élu en la manière susdite, mais l'action n'est pas pour cela discontinuée ou périmée, il est procédé comme si aucun changement n'avait eu lieu dans la personne des agents; tout tribunal devant lequel est portée une telle action peut, s'il le juge équitable, condamner les syndics personnellement à payer les dépens, ou en leur qualité de syndics. S. R. B. C., c. 18, s. 35.

Preuve du droit des agents de poursuivre en reddition de compte.

3425. Les noms des agents ainsi choisis sont inscrits sur le registre de la paroisse ou de la mission; et un extrait de ce registre dûment certifié par le curé ou le desservant, ou le premier marguillier en exercice de l'œuvre et fabrique de la paroisse ou de la mission, fait preuve *primâ facie*, devant tous les tribunaux, de l'élection de ces agents, et de leur droit de poursuivre pour faire rendre compte. S. R. B. C., c. 18, s. 36.

Au nom de qui les actions sont intentées

3426. Les noms et raisons sous lesquels les agents intentent l'action, sont "les agents de la paroisse (*ou mission*) de (*nommer la paroisse ou la mission.*)" S. R. B. C., c. 18, s. 37.

Reddition de comptes des syndics dans l'année qui suit la fin des travaux de construction.

3427. Dans l'année qui suit la fin des travaux de construction ou de réparation, et le paiement de ces travaux, les syndics, sans préjudice des comptes annuels qu'ils doivent rendre, en vertu des articles ci-haut, sont obligés de rendre à la paroisse ou à la mission, à une assemblée de ses habitants, convoquée par le curé, desservant, ou missionnaire, et tenue au lieu ordinaire et en la manière accoutumée, un compte fidèle par chapitres de recettes, dépenses et reprises, de la régie des affaires pour lesquelles ils ont été élus,—lequel compte doit être soutenu de pièces justificatives, et assermenté par un ou plusieurs des syndics au meilleur de leur connaissance et croyance, devant un juge de paix, qui peut administrer ce serment, et livrer aux curés et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse, ou aux curé desservant ou missionnaire et marguilliers, ou syndics gérant les affaires temporelles de l'église de la mission, suivant le cas, tout ce qu'ils ont de deniers,

matériaux ou effets entre leurs mains, avec les actes de cotisations, jugements, décrets, livres de comptes, actes, documents et papiers, touchant les constructions ou réparations qu'ils ont conduites, et les affaires qu'ils ont gérées. S. R. B. C., c. 18, s. 39, § 1.

3428. Les curés et marguilliers, ou le curé desservant ou missionnaire, et les marguilliers ou syndics gérant les affaires temporelles de l'église ou de la mission, suivant le cas, peuvent contraindre en justice les syndics élus pour la construction ou la réparation de l'église, de la sacristie, du presbytère ou du cimetière, à rendre un tel compte s'il ne l'a pas été volontairement, débattre tout compte-rendu et forcer les syndics à en payer le reliquat, en l'un et l'autre cas ;—ils peuvent pareillement recevoir ce qui reste dû de la cotisation, et poursuivre en justice le recouvrement de tout ce qui n'en a pas été payé ;—ce qu'ils reçoivent ainsi, soit des syndics, soit de ceux qui devaient pour cotisation, est mis avec les fonds de la fabrique ou mission, et employé comme les autres deniers de la fabrique ou de la mission. S. R. B. C., c. 18, s. 39, § 2.

Syndics
peuvent être
poursuivis
pour rendre
compte.

3429. A partir de cette reddition de comptes par les syndics, les curés et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse ou le curé desservant ou missionnaire et marguilliers ou les syndics gérant les affaires temporelles de l'église ou de la mission, suivant le cas, ont les mêmes droits et le même recours qu'avaient les syndics, lorsqu'ils étaient en charge, vis-à-vis des constructeurs ou entrepreneurs des ouvrages ainsi que de leurs cautions. 38 V., c. 28, s. 3.

Recours des
curés, etc.,
vis-à-vis des
constructeurs

3430. Lorsque la construction d'une église, dans une paroisse ou une mission, a été commencée par souscription volontaire, ou que, ayant été construite par souscription volontaire, il reste quelque ouvrage à faire dans l'église, l'achèvement de l'église ou des travaux nécessaires pour cet achèvement, peut continuer et se poursuivre de la manière prescrite par le présent chapitre, pour la construction des églises, comme si la construction de l'église eût été originellement commencée sous l'autorité de tel chapitre. S. R. B. C., c. 18, s. 40.

Construc-
tions com-
mencées par
souscription
volontaires.

3431. Le constructeur ou l'entrepreneur, qui a été employé à la construction ou à la réparation d'une église, d'un presbytère, d'une sacristie, ou d'autres bâtisses ou ouvrages appartenant à une fabrique, et construits sans l'observance des formalités requises par la loi, possède contre cette fabrique, après qu'elle s'est mise en possession des

Recours de
l'entrepre-
neur contre
la fabrique

ouvrages ou bâties, son recours pour ce qui peut lui être dû pour les ouvrages par lui faits. S. R. B. C., c. 18, s. 41.

Poursuites
pour balance
des souscrip-
tions.

3432. Dans ce cas, la fabrique peut poursuivre et recouvrer les souscriptions restant dues par les paroissiens, et obliger le syndic ou l'agent, s'il en a été nommé pour gérer les ouvrages, de rendre compte des deniers par lui perçus pour ces ouvrages ainsi que de leur emploi. S. R. B. C., c. 18, s. 41.

Penalité à
défaut
de remplir
certains de-
voirs.

3433. Toute personne qui fait défaut, ou néglige de remplir quelques devoirs requis d'elle par ce chapitre, ou empêche directement ou indirectement quelqu'un de remplir ces devoirs, est passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres, recouvrable devant tout juge de paix du district. S. R. B. C., c. 18, s. 42,

Application
du présent
chapitre.

3434. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux missions et paroisses érigées canoniquement, desservies par un prêtre et ayant des limites fixées et déterminées par les autorités religieuses, absolument de la même manière qu'elles s'appliquent aux paroisses érigées canoniquement et civilement, notamment pour ce qui concerne la construction et la réparation des églises, presbytères, cimetières et autres dépendances des églises, nonobstant toutes dispositions susceptibles d'une interprétation contraire ou équivoque.

Proviso.

Néanmoins lorsqu'un terrain ou un immeuble a déjà été cotisé entre les mains du même propriétaire pour un édifice religieux, dans une autre paroisse ou mission, dont ce terrain ou cet immeuble faisait alors partie, les commissaires, sur la requête du propriétaire et en ayant égard à toutes les circonstances, doivent exempter tel terrain ou tel immeuble, de toute ou de partie de la cotisation dans la nouvelle mission et ordonner au besoin que la somme, ainsi déduite, soit répartie sur les autres immeubles compris dans l'acte de cotisation. 51-52 V., c. 44, s. 1.

SECTION IV.

DES FABRIQUES.

§ 1.—*Des emprunts par les fabriques.*

Pouvoir des
fabriques
d'emprunter
sur hypothèque à cer-
tains condi-
tions.

3435. Il est loisible à toute fabrique d'emprunter des deniers et d'hypothéquer ses immeubles au montant des sommes empruntées ; mais nul emprunt ne doit être effectué, et nulle hypothèque ne doit être consentie, à moins que les règlements canoniques relatifs à ce sujet n'aient été observés, ni à moins que l'autorisation des paroissiens n'ait été obtenue à une assemblée convoquée et tenue en la ma-

nière voulue pour les dépenses extraordinaires des fabriques, sauf dans les paroisses où ces assemblées ne sont point requises par la loi ou l'usage.

Le présent article n'est point censé comporter un effet ou un sens rétroactif au 18 septembre 1865, date de la publication du statut 29 V., c. 52 ;—les droits des personnes doivent être déterminés par les tribunaux suivant la loi, et cet article ne doit, en aucune manière, affecter ou influencer le jugement. 29 V., c. 52, s. 6. Proviso.

3436. Chaque fois que des terrains vendus, transportés ou légués par quelque personne ou corporation exemptée de la cotisation, en vertu de l'article 3410, à quelque personne ou corporation professant la religion catholique romaine, et que ces terrains deviennent subséquemment sujets à cotisation en vertu de ce chapitre, l'hypothèque ou la charge à l'égard de cette cotisation, prend rang après le privilège de bailleur de fonds en faveur du vendeur, et après toute hypothèque ou tout privilège antérieur à la vente, au transport ou au legs. 29 V., c. 52, s. 7. Effet de ventes faites par des protestants à des catholiques.

3437. Lorsqu'une fabrique a pris possession d'une église ou d'une sacristie, d'un presbytère ou d'une salle publique, et qu'un de ces édifices a été construit ou réparé avant ou après l'érection civile de la paroisse, soit par la fabrique, soit par des souscriptions volontaires, soit enfin par une cotisation légale, et qu'il est resté des deniers dus aux constructeurs ou entrepreneurs, ou à celui qui a prêté ou avancé des deniers pour payer les dépenses de construction ou réparation, en tout ou en partie, ou à l'un et à l'autre, et que la fabrique, ayant fait servir l'édifice à l'usage pour lequel il a été construit ou réparé, a constaté l'impossibilité de payer ces dettes, à leur échéance, au moyen des revenus dont elle peut disposer, elle peut, après l'autorisation donnée à cet effet par une assemblée de paroisse régulièrement convoquée, s'adresser aux commissaires, pour qu'ils autorisent les marguilliers de l'œuvre à prélever sur les francs-tenanciers catholiques de la paroisse, la somme nécessaire au paiement de ces dettes, et les marguilliers doivent observer à ce sujet tout ce qui est prescrit par l'article 3408. Cotisation pour payer la dette due sur les propriétés des fabriques.

Rien, toutefois, ne peut empêcher les marguilliers, du consentement des commissaires, d'exempter ceux des francs-tenanciers qui ont contribué à la construction ou à la réparation par des souscriptions volontaires, d'une partie ou de toute la cotisation, suivant le montant ainsi payé par eux, déduction faite des sommes qui pourraient leur avoir été remboursées à moins qu'il n'ait été pourvu autrement au remboursement de ces souscriptions volontaires. 29 V., c. 52, s. 4. Exemption des personnes qui ont payé volontairement.

§ 2.—*Des assemblées de fabrique en général.*

Exposé.

3438. Pour lever les doutes quant à la personne qui, par la loi, doit présider les assemblées générales de paroisse et de fabrique pour l'élection d'un marguillier et autres fins où la loi exige telle assemblée dans les paroisses catholiques romaines de la province :

Qui préside
les assemblées
de paroisse et
fabrique.

1. Toute assemblée générale de fabrique de paroisse, pour l'élection d'un marguillier et autres fins pour lesquelles la loi requiert des assemblées générales des paroissiens et fabriciens dans les paroisses catholiques romaines, de la province, doit être présidée par le curé de la paroisse, ou le prêtre la desservant.

Délibérations
des assem-
blées.

Les délibérations de cette assemblée sont entrées aux registres des délibérations de la paroisse suivant la forme accoutumée, nonobstant tout usage ou coutume contraire qui pourrait s'être introduit dans quelques paroisses.

Convocation
des assem-
blées.

2. L'assemblée est convoquée suivant l'usage de la paroisse.

Elections.

3. Les seules personnes qui ont droit d'y voter pour l'élection des marguilliers, sont les paroissiens tenant feu et lieu.

Enregistre-
ment de votes
en certains
cas.

4. Chaque fois que deux personnes présentes, ayant droit de voter, demandent que les voix soient enregistrées sur une question soumise à l'assemblée, il est du devoir du président de faire enregistrer les voix des paroissiens ayant droit de voter, présents lors de cette demande, et qui désirent voter. S. R. B. C., c. 18, s. 45.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES RECTORERIES.

Libre exercice
du culte, ga-
rantie par
ce chapitre.

3439. La jouissance et le libre exercice du culte de toute profession religieuse, sans distinction ni préférence, mais de manière à ne pas servir d'excuse à la licence, ni à autoriser des pratiques incompatibles avec la paix et la sûreté de la province, sont permis par la constitution et les lois de cette province à tous les sujets de Sa Majesté qui y vivent. S. R. C., c. 74, s. 1.

Plus de rectoreries à l'avénir.

3440. Nulle lettre patente ne doit être émise en cette province par la couronne, pour l'érection de cures ou de rectoreries suivant les rites de l'Eglise anglicane, ou pour la dotation d'icelles à mêmes les réserves du clergé ou le domaine public, ou pour la nomination des titulaires ou ministres à ces cures ou rectories. S. R. C., c. 74, s. 2.

Rectoreries
non affectées.

3441. L'article précédent n'affecte cependant en rien les procédures adoptées avant ce jour, en vertu desquelles

certaines cures ou rectories ont été érigées et dotées, ou sont supposées avoir été érigées et dotées par l'autorité d'un acte du parlement uni, passé dans la trente et unième année du règne du roi George trois, chapitre trente et un, intitulé : "Acte qui rappelle certaines parties d'un acte passé dans la quatorzième année du règne de Sa Majesté, intitulé : acte qui pourvoit plus efficacement pour le gouvernement de la province de Québec, dans l'Amérique Britannique du Nord, et qui pourvoit plus amplement pour le gouvernement de la dite province," ou par lesquelles certains titulaires ou ministres ont été nommés en vertu de la dite autorité à ces cures ou rectories, ou à laquelle une d'elles ; mais la légalité ou l'illégalité de toutes ces procédures doit être décidée et déterminée comme si les dispositions ci-haut n'avaient jamais été décrétées. S.R.C., c. 74, s. 3.

3442. Le droit de nommer un titulaire ou ministre à une cure ou à une rectorie, appartient à la société d'église du diocèse de l'Eglise d'Angleterre dans lequel elles sont situées, ou aux autres personnes, corps politiques ou corporations, que la société juge à propos de désigner ou nommer par les règlements passés par elle, de temps à autre, à cette fin. S. R. C., c. 74, s. 4.

Droit de nommer des titulaires.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES.

SECTION I.

DES TERRAINS POSSÉDÉS PAR LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES.

3443. Tous les terrains, de quelque étendue qu'ils soient, qui étaient en la possession de quelque paroisse, mission, congrégation ou société de chrétiens, de quelque dénomination quelle fut, en vertu d'un titre translatif de propriété quelconque le 19 mars, 1839, continuent d'être considérés comme amortis pour toujours au profit de telle paroisse, mission, congrégation ou société de chrétiens, et restent sa propriété incommutable, en vertu de la présente session, si le titre translatif de propriété le comporte et est valide. S. R. B. C., c. 19, s. 1, § 1, et 38 V., c. 33, s. 1.

Terrains possédés le 19 mars 1839, censés amortis pour toujours.

3444. Pour donner effet aux dispositions de l'article précédent, les curés ou desservants, avec les marguilliers de telle paroisse, mission, congrégation ou société de chrétiens, ou les syndics qui avaient l'administration de ces terrains, doivent avoir fait enregistrer leurs titres avant le 19 mars, 1841, au greffe du protonotaire de la cour du

Les titres et désignations de ces terrains doivent avoir été enregistrés.

Proviso quant
au contenu de
ces titres.

banc du roi, ou avant le 23 février, 1877, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district dans lequel étaient situés ces terrains, avec leur description et leur mesure, faites par un arpenteur juré, ou, à défaut de titres, avoir fait enregistrer, comme il vient d'être dit, des certificats authentiques de la paisible possession des terrains pendant dix ans (ces certificats étant attestés par sept propriétaires ou tenanciers du lieu ou des environs), ainsi que leur description et mesure, faites par un arpenteur juré comme susdit ; et les dits titres ou certificats doivent contenir les noms et qualités que ces paroisse, mission et congrégation religieuse et leurs curés, missionnaires ou desservants, ministres, ecclésiastiques ou précepteurs religieux, marguilliers, syndics ou autres administrateurs avaient pris pour eux et pour leurs successeurs en office, afin de pouvoir sous ces noms, tenir et posséder à perpétuité ces terrains et procéder en justice et pour la conservation de leurs droits en iceux. S. R. B. C., c. 19, s. 1, § 2, et 38 V., c. 33, s. 1.

Mode d'ac-
quérir des
terrains pour
églises, etc.,
par congré-
gations non éri-
gées.

3445. Quand une paroisse, mission, congrégation ou société de chrétiens, de quelque dénomination que ce soit, et qui n'est pas une paroisse reconnue par la loi civile de la province, désire acquérir des terrains pour emplacements d'église, de chapelle, de temple, ou de cimetière, maisons pour les prêtres, ministres, ecclésiastiques ou précepteurs religieux, et pour maisons d'école, avec les dépendances nécessaires à cet effet, cette paroisse, mission, congrégation ou société de chrétiens, peut nommer, en la manière indiquée dans l'acte de cession ou de transport, un ou plusieurs syndics, auxquels et aux successeurs desquels les terrains nécessaires pour toutes les fins susdites, peuvent être transférés ; ces syndics, ou leurs successeurs, peuvent, à perpétuité, sous le nom qui leur est donné, ainsi qu'à leur congrégation, dans l'acte de cession ou transport, acquérir par achat, donation, échange ou legs, tenir et posséder les terrains ainsi acquis, et faire toutes demandes et défenses en justice pour la conservation de leurs droits en iceux. S. R. B. C., c. 19, s. 2, § 1.

Pouvoirs des
successeurs
des syndics.

3446. Les successeurs de ces syndics, nommés en la manière prescrite dans l'acte de cession ou transport, ou en la manière prescrite à une assemblée de la congrégation ou société, tenue en la manière et à l'époque prescrites par l'acte 19-20 V., c. 103, ont les mêmes droits et les mêmes pouvoirs que s'ils étaient nommés dans cet acte de cession ou de transport. S. R. B. C., c. 19, s. 2, § 2.

Validité des
copies de mi-
nutes certi-
fiées.

3447. Une copie de la minute des délibérations de l'assemblée, certifiée par le notaire, dans l'étude duquel a été déposée, par acte de dépôt, copie de cette minute, certifiée

par le président et le secrétaire de l'assemblée, en la manière prescrite par l'acte en dernier lieu mentionné, fait preuve, à sa face, du contenu de la minute. S. R. B. C., c. 19, s. 2, § 3.

3448. S'il s'agit d'une paroisse légalement établie, les dispositions précédentes, relatives aux syndics, s'appliquent au curé et aux marguilliers de cette paroisse; et à mesure que la congrégation religieuse est, suivant la loi, érigée en paroisse, tous les terrains acquis, en la manière susdite, deviennent la propriété de la paroisse, et cessent d'être régis par des syndics, pour passer sous l'administration de la fabrique ou du curé de la paroisse, ou de telles autres personnes ou corporations, sous l'administration desquelles ils doivent passer, suivant l'usage et les règlements de l'Eglise à laquelle appartient cette paroisse. S. R. B. C., c. 19, s. 2, § 4.

Application, dans le cas d'une paroisse, des dispositions relatives aux syndics, aux curés et marguilliers.

3449. Si une congrégation ou société de chrétiens possédait des terrains, comme il est dit ci-dessus, dans une paroisse légalement établie le dix-neuvième jour de mars, mil huit cent trente-neuf, ces terrains ne deviennent pas la propriété de la paroisse, mais ils continuent d'être administrés et possédés en main-morte, à perpétuité, par les syndics de cette congrégation ou société de chrétiens, pour son avantage, comme il est dit ci-dessus. S. R. B. C., c. 19, s. 2, § 5.

Terrains appartenant à une congrégation dans une paroisse, sont possédés par cette congrégation.

3450. Ces syndics ou ces curés et marguilliers doivent se conformer, dans les deux ans de l'acquisition des terrains, aux dispositions des articles 3443 et 3444, touchant l'enregistrement de ces terrains au greffe du protonotaire; tel enregistrement devant être fait au greffe du protonotaire de la cour supérieure, dans le district où sont situés les terrains; et pour tel enregistrement, les protonotaires de chaque district respectif ont droit à un honoraire n'excédant pas cinq centins par cent mots.

Syndics, etc., doivent se conformer dans les 2 ans, aux dispositions touchant l'enregistrement.

2. Les terrains acquis de la manière susdite et pour les fins ci-haut mentionnées, ne peuvent, dans l'enceinte des murs des cités de Québec et Montréal, excéder l'étendue d'un arpent en superficie, dont aucune partie ne peut être employée comme cimetière, excepté pour les ecclésiastiques et les religieux de l'un ou de l'autre sexe, ou pour des caveaux particuliers pour les donateurs du terrain, et au-delà des murs, dans les limites de ces cités, une étendue de huit arpents en superficie, ni excéder dans les autres lieux, l'étendue et la mesure de deux cents acres anglais en superficie pour l'usage de chaque paroisse, mission, congrégation ou société religieuse. S. R. B. C., c. 19, s. 3, §§ 1 et 2.

Etendue des terrains possédés à Québec et Montréal.

Exception
quant à l'ap-
plication de
ce chapitre.

3451. Rien de contenu au présent chapitre ne doit s'appliquer à quelque paroisse, cure ou presbytère légalement érigé et constitué, ou qui peut l'être à l'avenir, en communion avec l'Eglise d'Angleterre. S. R. B. C., c. 19, s. 3, § 3.

Droits de Sa
Majesté, etc.,
sauvegardés.

3452. Rien de contenu au présent chapitre ne peut diminuer, compromettre ni invalider les droits ou privilèges de Sa Majesté, d'aucun seigneur, d'aucune personne, ou d'aucun corps politique ou corporation que ce soit, sauf les droits expressément modifiés ou affectés par le présent. S. R. B. C., c. 19, s. 4.

SECTION II.

DE LA POSSESSION DE CIMETIÈRES PAR LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES.

Mode de pos-
session des
terrains ac-
quis en vertu
de la section
précédente.

3453. Toute paroisse, mission, congrégation ou société de chrétiens, qui n'est pas une paroisse reconnue par la loi, peut acquérir, d'après les différents modes adoptés dans la section précédente, et tenir et posséder, de la manière qui y est indiquée, tous terrains pour emplacement de cimetière, sujets à fidéicommiss explicitement ou implicitement créés sur iceux en faveur de personnes ou classes de personnes qui ne sont pas de cette paroisse, mission, congrégation ou société ; et tous les fidéicommiss créés ou mentionnés par et dans quelque acte, cession ou transport de ces terrains pour l'emplacement de cimetière pour quelque une de ces paroisses, missions, congrégations ou sociétés, sont censés affecter ces terrains ; ils deviennent en conséquence exécutoires et ont sur iceux tout l'effet voulu. 32 Vict., c. 49, s. 1.

Fidéicommiss
déjà créés dé-
clarés valides

Permission
d'échanger
des terrains
de cimetière
pour d'autres.

3454. Chaque fois que,—sur demande faite par toute telle paroisse, mission, congrégation ou société, à l'expiration de deux mois de l'avis dûment donné au préalable en langue française et en langue anglaise dans la gazette officielle de Québec, et dans un ou plusieurs papiers-nouvelles publiés dans le district ou aussi près que possible du district dans lequel ces terrains sont situés,—il est démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'il est désirable, pour des raisons d'intérêt public, qu'il soit fait un échange d'un autre terrain contre le terrain possédé, pour des fins de sépulture, par telle paroisse, mission, congrégation ou société, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser cet échange sujet à toutes les conditions et restrictions qui sont considérées comme judicieuses par rapport à l'enlèvement des cadavres inhumés, ou autrement ; et cette paroisse, mission, congrégation ou société peut, dès lors, opérer l'échange ainsi autorisé, et faire tous autres actes que la nature de la transaction requiert ou

qui s'y rattachent, soit pour l'enlèvement des cadavres inhumés, ou pour d'autres fins ; mais les actes sont toujours sujets aux conditions, restrictions, charges et obligations qui en découlent. 32 V., c. 49, s. 2.

SECTION III.

DE LA NOMINATION DE SUCCESSEURS AUX SYNDICS DE TERRAINS POSSÉDÉS AU NOM DES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES.

3455. Il est loisible à toute congrégation ou société de chrétiens de toute dénomination au nom de laquelle des terrains dans cette province ont été, sont ou seront possédés par des syndics, sans que le mode d'après lequel la nomination de leurs successeurs doit avoir lieu, ait été de terminé dans l'acte de donation, de cession ou de transport des terrains,—de se réunir en assemblée publique dûment convoquée,—avis par écrit signé d'au moins cinq membres de la congrégation ou société en étant donné et affiché à la porte de son lieu de culte, au moins huit jours avant le jour fixé pour tenir telle assemblée,—et de déterminer et déclarer lors de cette assemblée, par la majorité des voix des membres de la congrégation ou société lors et là présents, le mode d'après lequel les successeurs des syndics seront nommés parmi les membres de la dénomination religieuse en faveur de laquelle ces terrains ont été originellement octroyés, transportés ou cédés. 27-28 V., c. 53, s. 1.

Assemblée pour déterminer la manière de continuer les syndics quand il n'y est pas pourvu dans l'acte de transport, etc.

3456. Il est tenu un procès-verbal des procédés de l'assemblée, lequel est inscrit dans le livre des minutes ou autre registre officiel des actes et des procédés de la congrégation ou de la société, et signé par le président et le secrétaire d'icelle, et déposé parmi les archives de la congrégation ou société ;—copie de ce procès-verbal, attestée sous serment ou affirmation devant un juge de paix par le président ou le secrétaire, comme étant une copie fidèle, doit être enregistrée dans le bureau d'enregistrement du comté ou de la division d'enregistrement où se trouve située la propriété.

Dépôt de la minute des procédés.

Une copie de ce procès-verbal prise dans le livre des minutes ou autre registre officiel de la congrégation, et certifiée par le greffier ou le gardien des archives de la congrégation, ou une copie certifiée par le registrateur de la division d'enregistrement dans laquelle il a été enregistré, conformément à la présente section, fait preuve *prima facie* du contenu d'icelle. 27-28 V., c. 53, s. 2.

Valeur de la copie du procès-verbal.

3457. La déclaration a, dans tous les cas, le même effet qu'aurait eu une clause insérée dans l'acte de donation de cession ou de transport des terrains auquel elle a rapport,

Effet de la décision de l'assemblée.

déterminant le mode d'après lequel la nomination des successeurs aux syndics aurait lieu et pas plus. 27-28 V., c. 53, s. 3.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES INHUMATIONS ET EXHUMATIONS.

SECTION I.

DES INHUMATIONS.

§ 1.—*Disposition interprétative.*

“Municipalité locale.”

3458. Le terme “municipalité locale,” employé dans cette section, désigne, outre les municipalités locales fonctionnant sous l'autorité du code municipal, toute municipalité de cité ou de ville constituée par acte spécial. 51-52 V., c. 48, s. 18.

§ 2.—*Dispositions générales.*

Délais pour inhumér les cadavres.

3459. Sous peine d'une amende de vingt piastres contre quiconque intervient, assiste ou prend part de quelque manière que ce soit, ou se trouve sciemment présent à l'inhumation, nulle personne décédée ne doit être inhumée avant l'expiration de vingt-quatre heures à compter de son décès.

Certains règlements non affectés.

2. Le présent article n'affecte pas les règlements faits à cet égard par un bureau de santé, conformément à la section deuxième, du chapitre troisième du titre septième des présents statuts refondus, relativement aux dispositions spéciales dans les cas d'épidémie, ainsi qu'aux règlements adoptés par le conseil provincial d'hygiène concernant la conservation de la santé publique. 51-52 V., c. 48, s. 1.

Inhumation des catholiques romains réglées par l'autorité religieuse seule.

3460. Il appartient à l'autorité ecclésiastique catholique romaine seule de désigner dans le cimetière la place où chaque personne de cette croyance doit être inhumée ; et si cette personne ne peut être inhumée, d'après les règles et lois canoniques, selon les jugements de l'Ordinaire, dans la terre consacrée par les prières liturgiques de cette religion, elle reçoit la sépulture civile dans un terrain réservé à cet effet et attenant au cimetière. 39 V., c. 19, s. 1, et 51-52 V., c. 48, s. 2.

§ 3.—*Des règlements pour les inhumations.*

Inhumation dans les églises.

3461. Dans toute inhumation faite dans une église, le cercueil doit être recouvert d'au moins quatre pieds de

terre, ou renfermé dans une maçonnerie d'une épaisseur d'au moins dix-huit pouces si elle est faite en pierres, ou de vingt pouces si elle est faite en briques, la pierre ou la brique étant bien noyée dans le ciment. 51-52 V., c. 48, s. 3.

3462. Dans toute inhumation, faite dans une église, l'emploi des désinfectants est de rigueur. 51-52 V., c. 48, s. 4. Désinfectants

3463. Dans tous les cas de décès par la variole, le choléra asiatique, le typhus, les fièvres typhoïdes, les fièvres scarlatines, la diphthérie, la morve ou la rougeole, l'emploi des désinfectants, dans le cercueil, est également de rigueur. 51-52 V., c. 48, s. 5. Cas d'épidémie.

3464. Le cadavre d'une personne décédée de quelque une des maladies mentionnées dans l'article précédent, ne doit pas être transporté d'une paroisse à une autre, à moins qu'il ne soit enfermé dans un cercueil métallique hermétiquement clos et rempli de désinfectants. 51-52 V., c. 48, s. 6. Transport des cadavres, prohibé dans ce cas.

3465. Le cadavre de toute personne décédée de quelque une des maladies mentionnées dans l'article 3463, doit être mis dans une fosse séparée et recouvert d'au moins quatre pieds de terre, et ne doit pas être déposé dans un charnier, ni enterré dans une église. 51-52 V., c. 48, s. 7. Fosses.

3466. Aucune inhumation n'est permise dans les charniers particuliers à moins que ce cercueil ne soit déposé dans une fosse et recouvert de quatre pieds de terre, quel qu'ait pu être la maladie qui a déterminé le décès, ou renfermé dans une maçonnerie d'au moins dix-huit pouces d'épaisseur, si l'ouvrage est en pierres, ou d'au moins vingt pouces d'épaisseur si l'ouvrage est en briques, la brique ou la pierre étant bien noyée dans le ciment. 51-52 V., c. 48, s. 8. Inhumation dans les charniers particuliers.

3467. Quand le typhus, le choléra asiatique, la variole, les fièvres typhoïdes, les fièvres scarlatines, la diphthérie ou la rougeole sont épidémiques, le conseil provincial d'hygiène ou le conseil local d'hygiène, représentés par leur président ou leur secrétaire, ou le maire de la municipalité, sur l'autorisation du conseil provincial d'hygiène, peuvent, après avoir obtenu à cet effet le consentement écrit de l'autorité religieuse locale ou diocésaine, prohiber, au moyen d'une proclamation durant le laps de temps y indiqué l'entrée des cadavres des personnes décédées par suite de ces maladies, dans les églises placées sous le contrôle de telles autorités religieuses et situées dans les limites de la municipalité. Mode de défendre l'entrée des cadavres dans l'église.

Transport des cadavres. Tant que cette mesure prohibitive est en vigueur, les cadavres des personnes décédées de ces maladies doivent être transportés directement de la maison au lieu de la sépulture. 51-52 V., c. 48, s. 9.

Droit de l'autorité ecclésiastique. **3468.** A défaut de telle proclamation, l'autorité religieuse locale ou diocésaine peut, en tout temps, défendre l'entrée des cadavres dans les églises placées sous son contrôle, lorsqu'elle juge que l'entrée de ces cadavres dans les églises pourrait être dangereuse pour la santé publique. 51-52 V., c. 48, s. 10.

Hardes des malades. **3469.** Quiconque a, en sa possession ou sous sa garde, des vêtements ou du linge ayant servi à quelqu'un qui a été atteint du typhus épidémique, du choléra asiatique, de la variole, des fièvres typhoïdes, des fièvres scarlatines, de la diphthérie ou de la rougeole doit, sans délai, les brûler ou les désinfecter conformément aux prescriptions du conseil provincial d'hygiène. 51-52 V., c. 48, s. 11.

Pénalité pour contraventions. **3470.** Toute contravention ou participation à une contravention aux dispositions du présent paragraphe, est passible d'une amende n'excédant pas trois cents piastres, recouvrable avec les frais, dans les six mois suivants, sur poursuite instituée devant la cour de circuit du district, ou devant tout autre tribunal de juridiction civile compétent.

Quelle que soit la personne qui institue la poursuite, l'amende appartient à la couronne. 51-42 V., c. 48, s. 12.

Autres maladies déclarées épidémiques par proclamation. **3471.** Le lieutenant-gouverneur peut déclarer, par proclamation, que les articles 3463, 3464, 3465, 3467, 3468, 3469 et 3470 seront applicables, dans toute la province ou dans certaines localités seulement, à toute autre maladie qu'il désigne dans telle proclamation et qui, d'après le rapport de personnes compétentes, il croit posséder un caractère dangereux ou épidémique. 51-52 V., c. 48, s. 13.

Site du cimetière dans une nouvelle paroisse. **3472.** Dans toute nouvelle paroisse, le site du cimetière doit être choisi, autant que possible, en dehors des limites probables de la ville ou du village, sur un terrain élevé, incliné du côté opposé à celui où les maisons se trouvent situées, de manière à ce que les eaux potables ne soient pas contaminées par le drainage de ce terrain.

Cette règle s'applique également aux paroisses déjà établies, où doit se faire un déplacement de cimetière. 51-52 V., c. 48, s. 14.

3473. Lors d'une maladie épidémique dans une municipalité locale, le conseil de cette municipalité peut nommer un ou plusieurs médecins vérificateurs, pour constater la cause du décès de toute personne décédée de cette maladie.

Médecins-vérificateurs des décès.

Il est donné avis de la nomination de ces médecins vérificateurs dans la municipalité, de la même manière que pour les affaires ordinaires de cette municipalité. 51-52 V., c. 48, s. 15.

Avis de leur nomination.

3474. Après cet avis, l'inhumation d'aucune personne décédée de cette maladie, dans la municipalité, ne peut être faite avant l'expiration du délai ordinaire de vingt-quatre heures sans l'ordre du médecin vérificateur ou de l'un d'eux, s'il y en a plusieurs, sous peine de l'amende imposée par l'article 3459. 51-52 V., c. 48, s. 15.

Ordre requis pour inhumer avant les 24 heures.

3475. A défaut d'officier de santé ou d'inspecteur nommé par le conseil, chaque fois qu'une maladie est épidémique, l'ordre d'inhumer les personnes décédées de cette maladie, avant l'expiration du délai de vingt-quatre heures, peut être donné par le curé ou par le ministre desservant de telles personnes et par un conseiller municipal, ou deux conseillers municipaux en cas d'absence du curé ou du ministre. 51-52 V., c. 48, s. 16.

Cas où il n'y a pas de médecin vérificateurs.

3476. Il est loisible à l'autorité ecclésiastique supérieure ou diocésaine, lorsqu'elle le croit convenable pour la décence ou la santé publique, de défendre, sous peine de l'amende imposée par l'article 3470, les inhumations dans les cimetières ou les églises placés sous son contrôle. 51-52 V., c. 48, s. 17.

Défense de continuer à se servir d'un cimetière

SECTION II.

DES EXHUMATIONS.

§ 1.—*Disposition interprétative.*

3477. Dans la présente section, le mot "cimetière" s'applique à toute partie de cimetière qui est relevée; et les mots "marguilliers" comprennent tous les officiers d'une église ou congrégation, ayant l'administration de son cimetière, sous quelque nom qu'ils soient connus. 51-52 V., c. 48, s. 27.

"Cimetière" et "marguilliers."

§ 2.—*Des procédés pour l'exhumation.*

3478. Sur requête présentée à un juge de la cour supérieure, pendant le terme ou la vacance, par toute personne demandant l'exhumation d'un ou de plusieurs cadavres

Ordre du juge pour exhumation.

inhumés dans une église ou chapelle ou dans un cimetière, dans le but de construire, réparer ou vendre une église, chapelle ou cimetière, ou dans le but d'inhumer de nouveau ces cadavres dans une autre partie de la même église ou chapelle ou du même cimetière, ou dans le but de construire ou de réparer le tombeau ou le cercueil dans lequel un cadavre a déjà été déposé, et indiquant, dans le cas du transport projeté d'un cadavre ou de plusieurs cadavres, la partie de la même église ou chapelle ou du même cimetière, où l'on désire déposer ce ou ces cadavres ; et sur preuve satisfaisante, sous serment de la vérité des allégations de la requête, le juge peut ordonner ou permettre que le cadavre ou les cadavres soient inhumés ainsi que demandé par la requête.

Effet de cet ordre.

2. Cet ordre, revêtu du sceau de la cour supérieure, et signé par le protonotaire, dûment signifié ou présenté à la personne ayant la possession, la charge, ou la garde de telle église ou chapelle ou de tel cimetière, est une autorisation suffisante pour permettre l'exhumation demandée, et mettre à l'abri de toute poursuite, la personne qui y prend part. 51-52 V., c. 48, s. 19.

Délais d'exhumation.

3479. Le cadavre de toute personne morte de maladie contagieuse ne doit pas être exhumé avant les cinq années qui suivent son inhumation, ou avant l'expiration du laps de temps qui peut être fixé par le conseil provincial d'hygiène. 51-52 V., c. 48, s. 21.

Transfert des cadavres d'un cimetière à un autre.

3480. Chaque fois que, dans une paroisse ou mission l'autorité religieuse compétente décide de relever un ancien cimetière, ou d'en ouvrir un nouveau, tout juge de la cour supérieure,—sur requête à lui présentée par le desservant ou missionnaire de la paroisse, et par la majorité des marguilliers de l'église ou desserte, à laquelle appartient tel ancien cimetière, ou aux besoins de laquelle il est affecté,—peut leur accorder la permission de faire transporter dans tel nouveau cimetière tous et chacun des cadavres inhumés dans l'ancien. 51-52 V., c. 48, s. 22.

Registres que doivent garder les curés, etc., des cadavres transférés.

3481. Le curé, desservant, missionnaire ou les marguilliers de telle paroisse, ou mission, suivant le cas, font garder un registre de tous les cadavres enlevés de l'ancien cimetière, indiquant, autant que possible, les noms et prénoms des personnes décédées, dont les cadavres sont ainsi enlevés, ainsi que les noms et prénoms de ceux qui ont demandé tel enlèvement, ou constatant qu'ils ont été enlevés par ordre de tel curé, desservant ou missionnaire, et des marguilliers de telle église ou congrégation. 51-52 V., c. 48, s. 23.

3482. Le registre est certifié par le curé, le ministre ou le missionnaire de l'église ou de la congrégation, à laquelle appartient l'ancien cimetière. 51-52 V., c. 48, s. 24. Authenticité du registre.

3483. Nulle demande faite à tel curé, ministre ou missionnaire, ou à tels marguilliers, pour l'enlèvement d'un cadavre en particulier, ne doit être accordée, sans être accompagnée d'un affidavit, ainsi que requis par l'article 3478. 51-52 V., c. 48, s. 25. Affidavit qui doit accompagner la demande pour l'enlèvement.

3484. Cet affidavit peut être attesté sous serment devant un juge ou un commissaire chargé de recevoir les affidavits, ou devant le curé, ministre ou missionnaire, ou devant l'un des marguilliers, lesquels sont autorisés à administrer le serment requis. 51-52 V., c. 48, s. 26. Attestation de l'affidavit.

3485. Avant de procéder à une exhumation dans une église, une chapelle ou un cimetière catholique romain, en vertu de la présente section, permission doit être obtenue de l'autorité supérieure ecclésiastique du diocèse dans lequel il est situé. 51-52 V., c. 48, s. 20. Permission de l'autorité ecclésiastique, requise.

. CHAPITRE CINQUIÈME.

DU BON ORDRE DANS LES ÉGLISES ET LEURS ALENTOURS, — ET DE LA VENTE DE MARCHANDISES, LE DIMANCHE.

SECTION I.

DU BON ORDRE DANS LES ÉGLISES, ET LEURS ALENTOURS.

§ 1.—*Disposition interprétative.*

3486. Dans la présente section, le mot "église," signifie toute église, chapelle, ou autre édifice ou endroit consacré au culte public. S. R. B. C., c. 22, s. 1. "Eglise."

§ 2.—*Des devoirs des marguilliers.*

3487. Il est du devoir des marguilliers en exercice, dans chaque paroisse ou localité de la province, sous peine d'une amende au maximum de huit piastres et au minimum de deux, pour chaque refus ou négligence de s'acquitter des devoirs qui leur sont imposés par la présente section, de veiller au maintien du bon ordre dans l'église ou près de l'église de telle paroisse ou localité, tant au dedans qu'au dehors de telle église, et dans la salle publique attachée ou adjacente au presbytère, et aussi dans les Maintien du bon ordre par les marguilliers.

chemins et places publiques y adjacents, de mettre en vigueur la présente section, et poursuivre les contraventions à leurs dispositions. S. R. B. C., c. 22, s. 2.

Pouvoirs des marguilliers d'arrêter les personnes qui se conduisent d'une manière inconvenante.

3488. Quiconque cause des désordres dans l'église d'une paroisse ou d'une localité, pendant le service divin, ou se conduit d'une manière indécente ou irrévérencieuse dans cette église ou près de cette église, ou résiste aux marguilliers, ou à toute autre personne dans l'exécution des devoirs qui lui sont imposés par la présente section, ou les insulte,—doit être arrêté incontinent par quelqu'un des dits marguilliers, ou par un constable ou officier de la paix, et conduit devant un juge de paix ; et sur le serment d'un des marguilliers, constable ou officier de la paix, ou d'un témoin digne de foi, déclarant que cette personne a causé du désordre, ou s'est conduite indécemment ou irrévérencieusement, ou s'est mal conduite en quelque autre manière que ce soit, ou sur la confession du délinquant, le juge de paix doit condamner cette personne à payer une amende au maximum de huit piastres et au minimum d'une piastre ; si cette personne ne peut payer l'amende incontinent, elle doit, en vertu d'un mandat ou ordre, sous le seing et sceau du juge de paix, être incarcérée dans la prison commune du district où l'offense a été commise, pendant quinze jours, à moins que l'amende ne soit payée plus tôt.

Amende.

Arrestation des personnes qui se tiennent ou s'amuse dans le voisinage des églises.

2. Toute personne qui demeure, ou s'amuse en dehors de cette église ou autre place consacrée au culte public, ou dans les chemins et places publiques y adjacents, ou dans la salle publique attachée ou adjacente au presbytère, ou qui, demeurant et s'amusant ainsi en dehors de telle église ou dans les chemins et places publiques y adjacents, sur l'ordre qui lui est donné de se retirer ou d'entrer dans l'église, pendant le service divin, refuse ou néglige de le faire, doit être arrêtée par les dits marguilliers, ou aucun d'eux, et conduite devant un juge de paix ; et sur le serment de ces marguilliers ou d'aucun d'eux, ou d'un ou de plusieurs témoins dignes de foi, établissant que cette personne s'est amusée en dehors de l'église, ou a refusé, en la manière susdite, de se retirer ou d'entrer dans l'église ou sur la confession du délinquant, le juge de paix doit condamner telle personne à une amende au maximum de quatre piastres et au minimum d'une piastre ; si cette personne ne peut payer l'amende incontinent, elle doit, en vertu d'un mandat sous le seing et sceau de tel juge de paix, être incarcérée dans la prison commune du district où l'offense a été commise, durant l'espace de huit jours, à moins que l'amende ne soit payée plus tôt. S. R. B. C., c. 22, s. 3.

Amende.

§ 3.—*Des pouvoirs des officiers de paix.*

3489. Tout officier de paix, dans chaque paroisse, seigneurie, canton ou localité, ou autre place extra-paroissiale, a les mêmes pouvoirs que ceux délégués aux marguilliers par la présente section, pour remplir les devoirs qui lui sont imposés. S. R. B. C., c. 22, s. 4.

Pouvoirs des officiers de paix à ce sujet

§ 4.—*Des pénalités.*

3490. Tout officier de paix doit faire arrêter et conduire devant un juge de paix, chaque personne qu'il trouve, un dimanche ou un jour de fête, durant le service divin, s'amusant ou buvant dans quelque maison d'entretien public, ou dans quelque place ou lieu public, soit dans la maison ou en dehors, où il se vend ou se distribue de l'ale, du vin, des spiritueux ou des liqueurs fortes un dimanche ou un jour de fête, durant le service divin, dans les limites de sa paroisse ou de sa localité, et aussi toute personne qu'il trouve jurant et blasphémant, ou excitant à des batailles, ou ivre, ou usant de violence dans les rues, grands chemins, ou autres places publiques, et telle personne ainsi conduite devant ce juge de paix, peut être condamnée à payer une amende au maximum de quatre piastres et au minimum d'une piastre; si cette personne ne peut payer l'amende incontinent, elle doit être incarcérée dans la prison commune du district où l'offense a été commise en vertu d'un mandat, sous le seing et le sceau de tel juge de paix, pour une période de huit jours à moins que l'amende ne soit payée plus tôt. S. R. B. C., c. 22, s. 5.

Arrestation des personnes qui s'amusent ou boivent dans les auberges, durant le service divin.

Amende.

3491. Toute personne qui se rend au service divin d'une telle église, ou qui y va ou en revient et qui, en en approchant ou en en revenant, à la distance de dix arpents, va, à cheval ou en voiture, plus vite que le petit trot, encourt pour chaque telle offense une amende de pas plus de deux piastres, ni de moins d'une piastre. S. R. B. C., c. 22, s. 6.

Amende pour aller trop vite en voiture ou à cheval.

3492. Deux juges de paix, sur la réquisition des marguilliers, ou tout curé, ou prêtre faisant les fonctions ecclésiastiques dans toute église, peuvent nommer un ou deux constables à l'effet d'assister les marguilliers de l'œuvre dans l'exercice des devoirs qui leur sont imposés par la présente section; ces constables sont tenus d'obéir aux ordres et instructions des marguilliers de l'œuvre, et peuvent poursuivre les contrevenants. S. R. B. C., c. 22, s. 7.

Nomination de constables pour assister les marguilliers.

§ 5.—*Du prélèvement et de l'emploi des pénalités.*

Prélèvement
des amendes.

3493. Les amendes imposées pour toutes les contraventions à la présente section, sont prélevées par saisie et vente des meubles et effets du contrevenant, par mandat, sous le seing et le sceau de quelque juge de paix du district où l'offense, la négligence ou le défaut a lieu, rendant compte du surplus de telle saisie et vente, s'il y en a, à la partie ou aux parties, après avoir déduit les frais de poursuite et de saisie qui en sont résultés ; ce juge de paix doit accorder cet ordre, ou ce mandat, sur plainte à lui faite et sur conviction du contrevenant, par confession ou sur le serment d'un ou de plusieurs témoins dignes de foi.

Emploi de ces
amendes.

Les amendes prélevées sous l'autorité de la présente section, sont payées, moitié au dénonciateur, et l'autre moitié à Sa Majesté, pour les fins du titre sixième, des présents statuts refondus, concernant le pouvoir judiciaire, excepté que nulle marguillier, constable ou officier de paix, poursuivant comme tel, n'a droit à aucune partie de l'amende, mais seulement à ses frais, et en pareil cas, toute l'amende retourne à Sa Majesté, pour les fins susdites. S. R. B. C., c. 22, s. 8.

§ 6.—*Des poursuites.*

Poursuivant
peut être té-
moin.

3494. Tout marguillier, constable ou officier de paix, est témoin compétent dans toutes les matières relatives à l'exécution de la présente section, bien qu'il soit le poursuivant ou l'accusateur. S. R. B. C., c. 22, s. 9.

Commence-
ment des ac-
tions.

3495. Toute poursuite ou action, pour offenses commises contre la présente section, doit être commencée dans l'espace d'un mois après la contravention commise, et non après ; et elle peut être intentée dans le cours de la même période, bien que le contrevenant n'ait pas été arrêté immédiatement après la commission de l'offense. S. R. B. C., c. 22, s. 10.

Plaidoyer de
dénégation
générale con-
tre les mar-
guilliers.

3496. S'il est intenté quelque action ou poursuite contre un marguillier, constable ou officier de paix, pour un acte quelconque fait sous l'autorité de la présente section, il peut plaider la dénégation générale et invoquer des défenses spéciales et la présente section en preuve ; et s'il est rendu un jugement ou un verdict contre le demandeur, ou s'il est débouté, ou s'il discontinue sa poursuite ou son action, le juge saisi de l'affaire doit accorder double dépens au défendeur. S. R. B. C., c. 22, s. 11.

3497. Aucune personne doit être punie pour la même offense à la fois en vertu de la présente section et en vertu du chapitre 156 des Statuts révisés du Canada. S. R. B. C., c. 22, s. 13.

Une seule punition pour la même offense.

SECTION II

DE LA VENTE DE MARCHANDISES, LE DIMANCHE.

3498. A l'exception des effets provenant des quêtes publiques pour le bénéfice des églises et ceux destinés à des œuvres pieuses, qui peuvent se vendre le dimanche à la porte des églises des campagnes, nul marchand, colporteur ou regrattier, ne doit vendre ni détailler le dimanche aucuns effets, denrées ou marchandises, sous peine d'une amende n'excédant pas vingt piastres pour la première contravention, et pour chaque récidive une amende de pas moins de vingt piastres ni de plus de quarante piastres. S. R. B. C., c. 23, ss. 1 et 2; 42-43 V., c. 4, s. 5, et 45 V., c. 9, s. 2.

Amende pour vente de marchandises, etc., le dimanche.

3499. Ces amendes peuvent être recouvrées devant le juge de paix le plus voisin du lieu de la contravention, lequel entend et juge l'offense d'une manière sommaire, par la confession volontaire du défendeur ou sur le serment d'un ou plusieurs témoins dignes de foi, autres que le poursuivant, à moins que le poursuivant ne soit un marguillier, constable ou officier de paix, auquel cas il est un témoin compétent; et à défaut de paiement de la somme adjugée, elle est prélevée par saisie et vente des meubles et effets du contrevenant, en vertu d'un mandat sous le seing et sceau de ce juge de paix, adressé à un officier de la paix, et le surplus des deniers prélevés, déduction faite de l'amende et des frais raisonnables de la saisie et vente, taxés par un juge de paix est remboursée au contrevenant. S. R. B. C., c. 23, s. 3.

Recouvrement des amendes.

3500. La moitié des amendes appartient au poursuivant, et l'autre moitié à Sa Majesté pour les fins publiques. S. R. B. C., c. 23, s. 4.

Emploi des amendes.

3501. Aucune poursuite ne peut être instituée contre qui que ce soit pour aucune telle amende, à moins d'être commencée dans les deux mois qui suivent la contravention. S. R. B. C., c. 23, s. 5.

Commencement des actions.

CHAPITRE SIXIÈME.

DE L'EXEMPTION DES PÉAGES EN FAVEUR DES MINISTRES
DU CULTE, ETC.

Exemption
des péages en
faveur des
curés, etc.

3502. Tous les ministres du culte, allant accomplir quelque acte ou devoir qui se rattache à l'exercice de leur ministère, ou en revenant, et toutes les voitures et bêtes de trait, dont ils se servent pour cet objet, ont droit de passer sans payer, par les postes ou barrières de péages sur tout chemin à barrières ou pont de péages, soit que ces chemins ou ponts, et les péages y perçus, appartiennent à la province, ou à quelque autorité locale ou municipale, ou corps de syndics ou commissaires pour des fins locales, ou à quelque compagnie constituée en corporation ou non, ou à tout autre corps ou personne. 33 V., c. 34, s. 1.

Exemption
des péages en
faveur des
personnes
allant ou re-
venant du
service divin.

3503. Toutes personnes allant ou revenant du service divin, les dimanches ou fêtes d'obligation, dans leurs propres voitures, avec ou sur leurs propres chevaux ou autres bêtes de trait, ainsi que leurs familles et serviteurs, s'ils sont dans ces voitures ou sur ces chevaux ou bêtes de trait ont droit de passer sans payer de péages, par toutes les barrières et chemins à barrières par lesquels ils ont à passer, soit que ces chemins à barrières et péages appartiennent à la province, soit qu'ils appartiennent à toute autre autorité municipale ou locale, corps de syndics ou commissaires pour des fins locales, compagnie constituée en corporation ou non, ou à tout autre corps ou personnes que ce soit.

Restriction.

2. Cet article n'affecte pas cependant, les chemins à barrières pour lesquels il existe des dispositions statutaires contraires, ni ne s'étend à aucun pont de péage, dont les taux appartiennent à d'autres qu'à la couronne. S. R. C., c. 86, ss. 1 et 4, et 23 V., c. 69, s. 2.